

## Table des matières

<b>1</b>	<b>La crise de Berlin</b>	<b>2</b>
1.1	La division de l'Allemagne . . . . .	2
1.2	Du « rideau de fer » à la chute du mur . . . . .	3
<b>2</b>	<b>La crise de Cuba (1962) : la possibilité d'une guerre nucléaire</b>	<b>4</b>
2.1	Contexte de la crise . . . . .	4
2.2	L'équilibre de la terreur . . . . .	5
<b>3</b>	<b>La guerre du Vietnam (1964-1973)</b>	<b>5</b>
3.1	Contenir la menace communiste en Asie . . . . .	5
3.2	La fin du conflit et le traumatisme américain . . . . .	7

## I La crise de Berlin

### I.1 La division de l'Allemagne

Avec la crise de Berlin et le schisme yougoslave, passage d'une « guerre froide de mouvement » à une « guerre froide position », Europe partagée par des zones d'influence soviétiques et occidentales.

Après la libération de Berlin par l'Armée rouge le 2 mai 1945, la ville est divisée en quatre zones d'occupation, suite à la décision des Alliés lors de la conférence de Yalta (février 1945) et de Potsdam (juillet-août 1945). Berlin est composé de trois zones occidentales (américaine, britannique et française) et d'une zone soviétique. Les secteurs américain, britannique et français de la ville sont reliés à l'Allemagne de l'Ouest par des aéroports, des autoroutes et des voies fluviales. Staline cherche à dénazifier et à désindustrialiser l'Allemagne pour en faire un pays agricole. Néanmoins, les Occidentaux craignent un mécontentement allemand pouvant faire basculer le pays dans le communisme. L'Allemagne, et la ville de Berlin en particulier, focalisent la tension croissante entre les Soviétiques et les Alliés occidentaux. D'autre part, à Berlin-Est, l'administration militaire soviétique impose la création du SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne) : Berlin et l'Allemagne font donc partie de la politique de « satellisation » des pays d'Europe de l'Est par l'URSS. Staline pense que les Occidentaux cherchent à aider l'Allemagne à retrouver sa force en préparation d'un conflit avec l'URSS. Ainsi, Staline prépare, le passage de la zone orientale dans un régime communiste.

Afin d'éviter une répétition du coup de Prague de février 1948 – qui a placé des communistes minoritaires au pouvoir en Tchécoslovaquie, les Occidentaux accélèrent la reconstitution d'un État allemand économiquement et politiquement fort. Les Américains, les Britanniques et les Français décident de la formation d'un État unique à partir de leurs trois zones d'occupation et mettent en place une réforme monétaire. Pour essayer de chasser les Occidentaux, les Soviétiques bloquent en juin 1948 tous les accès routiers et ferroviaires de Berlin-Ouest, condamnant la ville à l'asphyxie. Washington riposte par la mise en place d'un gigantesque pont aérien. Environ 2,5 millions de tonnes de ravitaillement de toute nature sont transportées en un an par des centaines d'avions. Truman fait également savoir qu'il usera de la force pour maintenir libre les couloirs aériens. Après 462 jours, Staline décide la levée du blocus en mai 1949. La République fédérale d'Allemagne (RFA), dont Bonn devient la nouvelle capitale, et qui se dote du deutschmark est officiellement créée en mai 1949. La même année, les États-Unis et leurs alliés signent le traité de l'Atlantique Nord le 4 avril 1949 pour contenir l'avancée communiste en Europe. En temps de paix, les États assureront une assistance mutuelle et une coopération économique, et en temps de guerre une action concertée des États, membres de l'Alliance. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est créé de sorte à assurer l'exécution de l'accord.

La rupture entre les deux Allemagne est actée, avec la proclamation de la République démocratique allemande (RDA) le 30 mai 1949 à Berlin Est. La division de l'Allemagne est une première défaite pour Staline. La rupture des liens entre l'URSS et la Yougoslavie de Tito constitue une seconde défaite pour le bloc communiste. La Finlande parvient à maintenir sa neutralité en refusant le plan Marshall et les pressions du Kremlin.

## 1.2 Du « rideau de fer » à la chute du mur

La mort de Staline (5 mars 1953) entraîne un assouplissement du régime soviétique. Néanmoins, Walter Ulbricht (Président du Conseil d'État de la RDA) annonce un durcissement des normes de travail. Cela conduit à une vague de grèves et un soulèvement populaire dans Berlin-Est, qui s'étend à d'autres villes. En juin, les chars soviétiques répriment sévèrement la rébellion dans la capitale est-allemande, et des milliers de personnes sont arrêtées. Conformément à l'idée d'une « coexistence pacifique », les Occidentaux n'interviennent pas afin d'éviter tout affrontement militaire direct.

En 1958, lorsque des centaines de milliers d'Allemands de l'Est fuient vers l'Occident par Berlin-Ouest, l'URSS et les autorités est-allemandes décident de l'édification d'un mur. Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, toutes les communications sont coupées entre Berlin-Ouest et Berlin-Est, et le mur est construit dans les jours suivants. L'édification du mur de Berlin est le symbole du « rideau de fer » divisant l'Europe. La propagande soviétique essaie de présenter le mur comme une façon de se défendre contre les intrusions occidentales. Dans le camp adverse, le « mur de la honte » est la faillite du système totalitaire comme le met en évidence John F. Kennedy à Berlin Ouest, lors de son fameux discours de 1963 « Ich bin ein Berliner ».

À partir de 1969, la période de détente permet une ouverture à l'Est (« Ostpolitik »), initiée par le chancelier allemand, Willy Brandt (ancien maire de Berlin-Ouest). Cette politique permet la signature de l'accord quadripartite sur Berlin de 1971, permettant la libre-circulation des personnes et des marchandises entre Berlin-Ouest et la RFA, ainsi que le traité fondamental de 1972 qui normalise les rapports entre les deux Allemagne. Les deux États se reconnaissent comme des États souverains et instituent des « missions permanentes », à défaut d'ambassades. L'objectif de l'Ostpolitik est d'assurer les conditions de possibilité d'une réunification éventuelle de l'Allemagne.

À partir des années 1970 et 1980, les dictatures communistes sont remises en cause au sein du bloc soviétique. Lorsque le Secrétaire général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev déclare que toutes les démocraties populaires sont libres de choisir leur voie politique, des milliers d'Allemands de l'Est fuient le pays par la Hongrie, qui a ouvert ses frontières. Le Premier secrétaire de la RDA Erich Honecker n'est pas soutenu par l'URSS et doit démissionner. Enfin, Gorbatchev exclut la possibilité de réprimer les manifestations éclatant à Berlin-Est et dans d'autres villes de RDA. Le 9 novembre 1989, les autorités est-allemandes sont contraintes d'autoriser les Berlinoises de l'Est à voyager à l'étranger. La précipitation de milliers d'habitants aux postes de frontières conduit à l'effondrement du mur dans la nuit du 9 au 10 novembre. L'année suivante, l'Allemagne est réunifiée et le 20 juin 1991, les parlementaires allemands donnent à Berlin son statut de capitale.

## 2 La crise de Cuba (1962) : la possibilité d'une guerre nucléaire

### 2.1 Contexte de la crise

Au niveau régional, la « crise des fusées est le point d'aboutissement d'un processus qui a commencé trois ans plus tôt, alors que les guérilleros cubains de Fidel Castro – réfugiés dans la Sierra Maestra depuis 1956 – occupent la Havane chassant le dictateur Fulgencio Batista, longtemps soutenu par les US. Fidel Castro est un avocat nationaliste qui aspire à une plus grande indépendance de Cuba vis-à-vis des États-Unis. Le 3 juillet 1960, Cuba rejoint le camp socialiste. En avril 1961, Kennedy donne son accord au projet d'invasion de l'île préparé par Allen Dulles, chef de la CIA. Le 14 avril 1961, une petite force de réfugiés cubains équipés et entraînés par les Américains débarque au Sud-Ouest de l'île dans la baie des Cochons, mais les envahisseurs sont rejetés à la mer ou faits prisonniers. Cette tentative échoue et persuade Castro de se rapprocher de l'URSS. Il accepte que les Soviétiques installent des missiles nucléaires à Cuba. Khrouchtchev est persuadé que le président John F. Kennedy ne réagira pas.

Le contexte de coexistence pacifique n'exclut pas la poursuite de la course aux armements, doublée pendant cette période d'une course à l'espace. En 1962, les États-Unis disposent d'un avantage stratégique important sur l'URSS : leurs missiles peuvent frapper n'importe quelle partie de l'URSS alors que les missiles intercontinentaux soviétiques ne peuvent atteindre que l'Europe de l'Ouest. La décision de Castro change la donne. Le 11 septembre 1962, une note du gouvernement soviétique énonce que toute attaque contre Cuba provoquerait un conflit mondial. Le 14 octobre 1962, des avions U2 repèrent sur le territoire urbain des rampes de lancement en cours d'installation pouvant recevoir des engins balistiques à moyenne portée capables de transporter des charges nucléaires et d'atteindre une partie du territoire américain. La CIA présente la photographie à Kennedy et ses conseillers, et apprend en même temps que des cargos soviétiques font route vers l'île, porteurs de fusées offensives et de bombardiers.

Le 22 octobre, Kennedy s'adresse aux Américains dans un discours radiotélévisé dans lequel il explique la situation. Il ordonne la mise en quarantaine de l'île (blocus maritime) et annonce que « tout lancement de missiles nucléaire depuis Cuba contre toute nation de l'hémisphère occidental [sera considéré] comme une attaque de l'Union soviétique contre les États-Unis, appelant en représailles une riposte complète contre l'Union soviétique. » La flotte de guerre américaine prend position autour de Cuba. Kennedy a conscience de pratiquer une politique au « bord du gouffre » : les Américains ne veulent pas la guerre, et ont peur des conséquences d'un conflit nucléaire avec l'URSS. Kennedy rappelle toutefois le précédent des années 1930 : « qui nous enseigne une leçon claire : les menées agressives, si on leur permet de s'intensifier sans contrôle et sans contestation, mènent finalement à la guerre ». Le message est entendu : un sondage du 26 octobre indique que 84% des Américains approuvent la décision de la Maison Blanche.

## 2.2 L'équilibre de la terreur

L'équilibre de la terreur, c'est-à-dire la possibilité d'une guerre nucléaire entraînant une destruction mutuelle assurée atteint un sommet. À cette date, les Américains comme les Soviétiques disposent de vecteurs multiples capables de lancer des centaines de charges nucléaires : rampes de missiles, bombardiers stratégiques et sous-marins. Si Castro est favorable à une attaque nucléaire contre les États-Unis, Khrouchtchev redoute les conséquences d'une guerre d'anéantissement. Le 28 octobre, il fait faire demi-tour à sa flotte et retire ses missiles et ses bombardiers en échange d'une promesse des États-Unis d'une promesse de ne pas envahir l'île. Les Américains retirent également leurs missiles installés en Turquie. La tension associée à cette crise est parfaitement représentée dans le film *Dr. Strangelove* de Stanley Kubrick, avec la possibilité réelle d'une guerre nucléaire.

Si les deux camps médiatisent l'issue de la crise comme une défaite du camp adverse, la crise de Cuba est souvent interprétée comme un échec de Khrouchtchev face à la fermeté du président Kennedy. Les Chinois accusent l'URSS de « capitulationnistes » et la position de Khrouchtchev est fragilisée (il est évincé du pouvoir en 1964). Même Kennedy sort triomphant de la crise des missiles, les États-Unis ne parviennent pas à empêcher le maintien d'un régime communiste à Cuba, qui multipliera les guérillas castristes en Amérique latine, et même en Afrique.

Les événements d'octobre 1962 marquent le point culminant de la guerre froide et le premier pas vers un processus de détente. La crise de Cuba fait prendre conscience aux deux Grands du danger de la possession et la multiplication des armes nucléaires. Dès juin 1963, il est convenu d'établir entre Washington et Moscou un système de liaison – le fameux « téléphone rouge » permettant aux responsables d'entrer en communication rapide en cas de crise grave. Le traité du 1er juillet sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les États possesseurs de la bombe nucléaire s'engagent à n'aider en aucune façon les autres pays à fabriquer ou à acquérir des bombes nucléaires. Néanmoins, la Chine et la France, qui ont fait exploser respectivement leur bombe H en 1967 et 1968, refusent s'associer à ce traité qui leur interdit l'accès au « club nucléaire ».

## 3 La guerre du Vietnam (1964-1973)

### 3.1 Contenir la menace communiste en Asie

Dans le cadre de la Détente, l'objectif des deux Grands est d'éviter toute confrontation directe pour éviter d'entraîner une Troisième Guerre mondiale. Dans le même temps, l'émergence du « tiers-monde » ouvre des nouvelles perspectives d'influence pour les États-Unis et l'URSS. Ainsi, les deux puissances s'affrontent par alliés interposés.

Les États-Unis ont une attitude changeante vis-à-vis du Vietnam. Ils soutiennent Ho Chi Minh et le Vietminh pendant la guerre contre les Japonais, mais ont soutenu les Français pendant la guerre d'Indochine. Après la défaite de Dien Bien Phû, les accords de Genève donnent l'indépendance au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Au Vietnam, deux États indépendants

sont créés de part et d'autre du 17<sup>e</sup> parallèle. D'un côté, il y a le Nord Vietnam, communiste, dirigé par Hô Chi Minh, et de l'autre le Sud Vietnam, où l'empereur Bao Dai est chassé de son trône dès 1955 par le Premier ministre Ngo Dinh Diem. S'appuyant sur la bourgeoisie de Saïgon et sur les catholiques, ce dernier refuse les élections générales sous contrôle international prévues par les accords de juillet 1954 et transforme le régime en dictature militaire soutenue par les Américains dans le cadre de l'endiguement de l'Asie.

Appliquant au Vietnam la « théorie des dominos » de John Foster Dulles (la conversion d'un pays au communisme entraîne par contagion celle des États voisins), Washington apporte son soutien au Sud Vietnam. À partir de 1956, il y a un afflux de conseillers militaires, d'armements et de dollars tandis que la résistance s'organise dans les maquis du Vietnam Nord. Le Front national de libération (FNL) regroupe en 1960 tous les opposants au régime diémiste. Ceux-ci, baptisés Vietcong (communistes vietnamiens) par les dirigeants de Saïgon, sont majoritairement des marxistes ayant ou non combattu dans les rangs du Vietnam

Les hommes du FNL sont au moins sept fois moins nombreux que les troupes de Diem – encadrées et équipées par les Américains – mais sont déterminées, rompus à la guérilla, soutenue par la population des campagnes, aidés par le Nord qui fournit des armes et des combattants acheminés à travers le Laos et le Cambodge voisins par la piste Hô Chi Minh. Lorsque Kennedy prend ses fonctions à la Maison Blanche au début de 1961, il ne peut que constater l'extension de la rébellion qui contrôle le tiers du pays et menace les principales villes. Dès le début des années 1960, les États-Unis envoient des conseillers militaires pour contrer la guérilla communiste qui se développe au Sud Vietnam. Les Américains retirent néanmoins leur appui au clan des Diem, éliminé par un coup d'État militaire en novembre 1963. En août 1964, c'est l'incident du Golfe du Tonkin. Un navire de guerre américain, le Maddox, est mitraillé par des patrouilleurs nord vietnamiens. Avec l'assentiment quasi-unanime du Congrès, Lyndon B. Johnson (le successeur de Kennedy) renforce le corps expéditionnaire et fait bombarder le Nord Vietnam.

Les années 1964-1968 sont marquées par des interventions des plus en plus massives des États-Unis. Le 10 août 1965, le Congrès américain a officiellement choisi la guerre, précisant que les « États-Unis considèrent que le maintien de la paix et de la sécurité internationale en Asie du Sud-est est essentiel pour leur intérêt national et pour la paix du monde ». Plus de 500 000 GI's combattent aux côtés des 800 000 Sud-vietnamiens. Des bombardements systématiques, opérés de part et d'autre du 17<sup>e</sup> parallèle des armes terrifiantes (nappalm, mines anti-personnelles, bombes à aérosol, ou produits chimiques comme l'agent orange) font des centaines de milliers de victimes sans parvenir à entamer la volonté de résistance de Hanoï. En 1968, l'offensive communiste du Têt bouscule les positions américaines. Les stratèges américains sont persuadés que la guerre ne peut être gagnée, alors que des mouvements de protestation contre la guerre éclatent dans tous les États-Unis.

### 3.2 La fin du conflit et le traumatisme américain

Richard Nixon, élu Président en 1968, poursuit la politique de désengagement américain ébauchée par Johnson à la fin de son mandat. En juillet 1969, il ne souhaite plus envoyer d'hommes pour défendre d'autres pays d'Asie, mais seulement des aides matérielles et financières. Avec son conseiller politique Henry Kissinger, il entame une politique d'ouverture diplomatique afin de diviser le monde communiste et de faciliter les négociations. Progressivement, les troupes américaines sont retirées du Vietnam (« vietnamisation » du conflit) et en 1973, les accords de Paris entérinent le retrait militaire américain. Le Vietnam se dote, quant à elle d'un Conseil national de réconciliation à trois composantes : le gouvernement révolutionnaire provisoire (communiste), gouvernement de Saïgon et neutres.

Malgré les accords de paix, la guerre se poursuit entre nord et sud-vietnamiens. Les troupes sud-vietnamiennes, qui ne bénéficient plus de l'aide américaine, s'effondrent. En 1975, le Vietcong entre dans Saïgon, rapidement rebaptisée Hô-Chi-Minh-Ville et l'ensemble du Vietnam est unifié sous un régime communiste. La même année, le Laos et le Cambodge voisins basculent également dans le camp communiste. La guerre a fait plus de deux millions de morts, dont 52 000 soldats américains.

L'arrivée au pouvoir de Nixon en janvier 1969 change la donne vis-à-vis de la politique américaine en Asie du Sud-Est. Après des négociations longues et difficiles, les accords de Paris sont signés en janvier 1973, impliquant aux États-Unis de retirer leurs troupes et démanteler leurs bases dans les 60 jours. Cependant, le cessez-le-feu n'est pas respecté et la guerre se poursuit encore deux ans, autant au Vietnam qu'au Cambodge et au Laos.

La guerre du Vietnam est avant tout un conflit de la guerre froide, même s'il n'y a pas eu d'affrontements directs entre Américains et Soviétiques. Le « Vietnam » marque la fin de la Détente et le début de la « guerre fraîche », caractérisé par une poussée communiste en Asie et en Afrique. La défaite américaine ébranle la puissance américaine, et cela représente un tournant de la guerre froide.

Enfin, l'image des États-Unis est affectée sévèrement par le conflit. La grande médiatisation du conflit nourrit la contestation. Ainsi, le massacre de My Lai, perpétré en 1968, et les images du conflit, relayées quotidiennement par la télévision et la presse, traumatisent les Américains. Les films comme *Apocalypse Now*, *Voyage au bout de l'enfer*, ou même encore *Platoon* révèlent l'atrocité du conflit. Cette guerre est encore une blessure vive pour les Américains, notamment ses vétérans.

